

AKTUELL

RÈGLE BUDGÉTAIRE

D'or et de plomb

Raymond Klein

Pas assez contraignant pour les uns, trop pour les autres, la transposition du Pacte budgétaire européen ne satisfait ni le patronat, ni les syndicats. Qu'en dira le nouveau gouvernement ?

Les Etats membres sont comme des enfants irresponsables, dépensant sans compter et manquant de prévoyance. Les institutions européennes, comme de bons parents, cherchent à les éduquer. Elles leur ont fait signer un engagement à réduire leurs dettes, et promettent de punir ceux qui ne le respecteront pas. Cela s'appelle le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG). Le Luxembourg, un des enfants les plus gâtés, s'apprête à transposer ce traité.

La Chambre de commerce (CC), dans son avis sur le projet de loi en question, met l'accent sur une des

pièces maîtresse du traité, la fameuse règle d'or qui limite le « déficit structurel ». Elle est assortie d'un mécanisme de correction automatique quand les finances publiques s'écartent trop de la « trajectoire d'ajustement » - une variante du plafonnement de dette qui, en octobre, a failli mettre les Etats-Unis en défaut de paiement. La CC souhaite qu'on transpose ces règles à travers une loi spéciale à majorité renforcée. Cela signifie qu'il faudrait une majorité de deux tiers des voix à la Chambre des députés pour l'adopter, mais qu'ensuite, pour l'abroger ou la modifier, il faudrait la même majorité. La plus importante des chambres patronales estime que ces règles « ne peuvent être soumises aux aléas électoraux mais doivent, au contraire, constituer des 'glissières de sécurité' permanentes de la politique budgétaire luxembourgeoise, indépendamment des consi-

dérations politiques du moment ». De surcroît la CC propose une « règle de déficit spécifique, applicable uniquement dans le chef de l'administration centrale ». En effet, la règle issue du TSCG s'applique aux finances publiques consolidées, qui intègrent le solde de la Sécurité sociale, fortement excédentaire au Luxembourg. La chambre patronale souhaite donc qu'on s'impose la même discipline au niveau de l'administration centrale qu'au niveau du bilan consolidé.

Le malheur des uns fait-il le bonheur des autres ? Pas dans ce cas-ci, car l'avis de la Chambre des salariés (CSL) sur le même projet de loi est également mitigé. « La marche européenne vers le moins-disant social peut se poursuivre », se lamente-t-elle, critiquant la « logique comptable », favorable aux seules entreprises, des dispositions européennes. Notons qu'il s'agit surtout d'une position de principe car, grâce à la fixation européenne sur les finances consolidées, le budget de l'administration centrale a actuellement peu de chances de violer la règle d'or. Mais sur le principe, la CSL met en garde contre une norme budgétaire qui place les Etats devant un choix cruel :

serrer la vis et réduire les transferts sociaux « au détriment des générations actuelles », ou bien limiter les investissements, avec des répercussions sur les générations à venir.

Que va faire le nouveau gouvernement de ce projet de loi ? Au vu des déclarations en matière de finances publiques, on ne peut exclure des modifications allant dans le sens de la Chambre de commerce. Le Conseil d'Etat pourrait aussi être tenté d'imposer l'adoption à la majorité des deux tiers en menaçant de retarder l'entrée en vigueur de la loi. Pourtant, une telle attitude serait difficile à justifier politiquement pour les trois partis. En effet, lors de l'adoption du TSCG en février dernier, le DP avait adopté une position modérée, le LSAP avait critiqué le fait que le traité se préoccupe de la réduction des dettes, mais pas de la réduction des inégalités. Et si les socialistes avaient finalement soutenu l'adoption en tant que parti de gouvernement, les Verts avaient énuméré pas moins de sept raisons pour lesquelles ils s'y opposaient.

NACHHALTIGKEIT

Komplexe Glücksmessung

Richard Graf

Während die Gambia-Koalition nach eigenen Aussagen auf Wachstum gepolt ist, sinniert der Nachhaltigkeitsrat über andere Wege der Glücksfindung.

In der Folge der schwarz-roten Koalitionsbildung von 2009 wurden der Wirtschafts- und Sozialrat (CES) und der Nachhaltigkeitsrat (CSDD) von der Regierung beauftragt, gemeinsam einen Vorschlag für ein neuartiges Instrument zur Messung der gesellschaftlichen Entwicklung zu erarbeiten. Die Idee eines „PIBien-ètre“ - in Anlehnung an das französische Akronym für Bruttoinlandsprodukt - war nicht neu, doch sollte sie jetzt konkretisiert werden, da der klassische Vergleich des PIB in der internationalen Debatte zunehmend umstritten war.

Es begann ein intensiver, aber auch zäher Prozess, der sich - nicht zuletzt wegen der zeitweisen Lähmung des CES - in die Länge zog. Zufall oder nicht, die beiden Gremien konnten ihre Arbeiten jetzt, nach gut vier Jahren, gerade zu dem Zeitpunkt zu einem Abschluss



bringen, wo die aus den vorgezogenen Wahlen hervorgegangene Dreierkoalition dabei ist, ihr Programm für die kommenden fünf Jahre festzuzurren.

Wie schon in Zwischenberichten angedeutet wurde, verzichten die Protagonisten darauf, einen einzigen Indikator zu formulieren, der es gestatten würde, die gesellschaftliche Entwicklung auf einen Blick erkennbar zu machen. Arbeitgeber- und Arbeitnehmerseite des CES argumentieren hier unisono: Ein einheitlicher Indikator hätte bedeutet, ganz unterschiedliche Dinge gegeneinander aufzuwiegen. „Das hätte zu unmöglichen Diskussionen

geführt, die die Vorhaben von vornherein hätten scheitern lassen“, so der CES-Präsident Gary Kneip.

Daher werden der neuen Regierung jetzt 63 Einzelindikatoren präsentiert, von denen wohl „zwei Drittel ab 2014 ausgewertet werden können“, wie Statec-Chef Serge Allegrezza bestätigen konnte. Kneip, der auch für die DP an den Koalitionsverhandlungen teilnimmt, verriet, dass die Ideen des PIBien-ètre durchaus in die Koalitionsdokumente Eingang gefunden haben.

Ökologie vs. Ökonomie

Die klassische Streitfrage etwa, wie Umweltzerstörung in Relation zum wirtschaftlichen Wachstum bewertet werden soll, kann somit zwar umgangen werden. Doch der Konflikt wird weiter bestehen bleiben, insbesondere da die neue Koalition ihr Programm vor allem durch Wirtschaftswachstum (das laut jüngsten Statec-Zahlen tatsächlich wieder anzieht) finanzieren will.

Wenige Tage nach der Vorstellung der PIBien-ètre-Vorschläge rief der CSDD

zu einer gesonderten Pressekonferenz, um den Koalitionären die elementarsten Nachhaltigkeitsgrundsätze in Erinnerung zu rufen. Francis Schartz, der dem Rat vorsitzt, wies unter anderem auf zwei Instrumente hin, mit denen die Auswirkung politischer Entscheidungen auf Nachhaltigkeitsbelange gemessen werden können. Zum einen ein mit der Freien Universität Berlin ausgearbeitetes „Nachhaltigkeitscheck“ für administrative oder gesetzliche Vorhaben, der im Rahmen des neuen Wohnungsbaugesetzes ausprobiert worden ist - die Ergebnisse werden am heutigen Freitag vorgelegt. Zum anderen das Verfahren, das von der internationalen Initiative „The Economics of Ecosystems and Biodiversity (TEEB)“ entwickelt wurde, an der Luxemburg sich beteiligt. Bei diesem gilt es, die ökonomischen Vorteile des Erhalts einer möglichst breiten Biodiversität zu errechnen. Also so ziemlich genau das zu tun, was man sich beim PIBien-ètre nicht zutraut.

Was die strukturelle Ausrichtung der neuen Regierung angeht, so gibt Schartz sich verhalten optimistisch: Zwar soll die Verantwortlichkeit für ein kohärentes Vorgehen in Sachen Nachhaltigkeit wie bislang beim Premierminister angesiedelt bleiben, doch wird der Wunsch nach einem eigenständigen Staatssekretariat, das sich ausschließlich diesen Fragen widmet, wohl nicht in Erfüllung gehen.